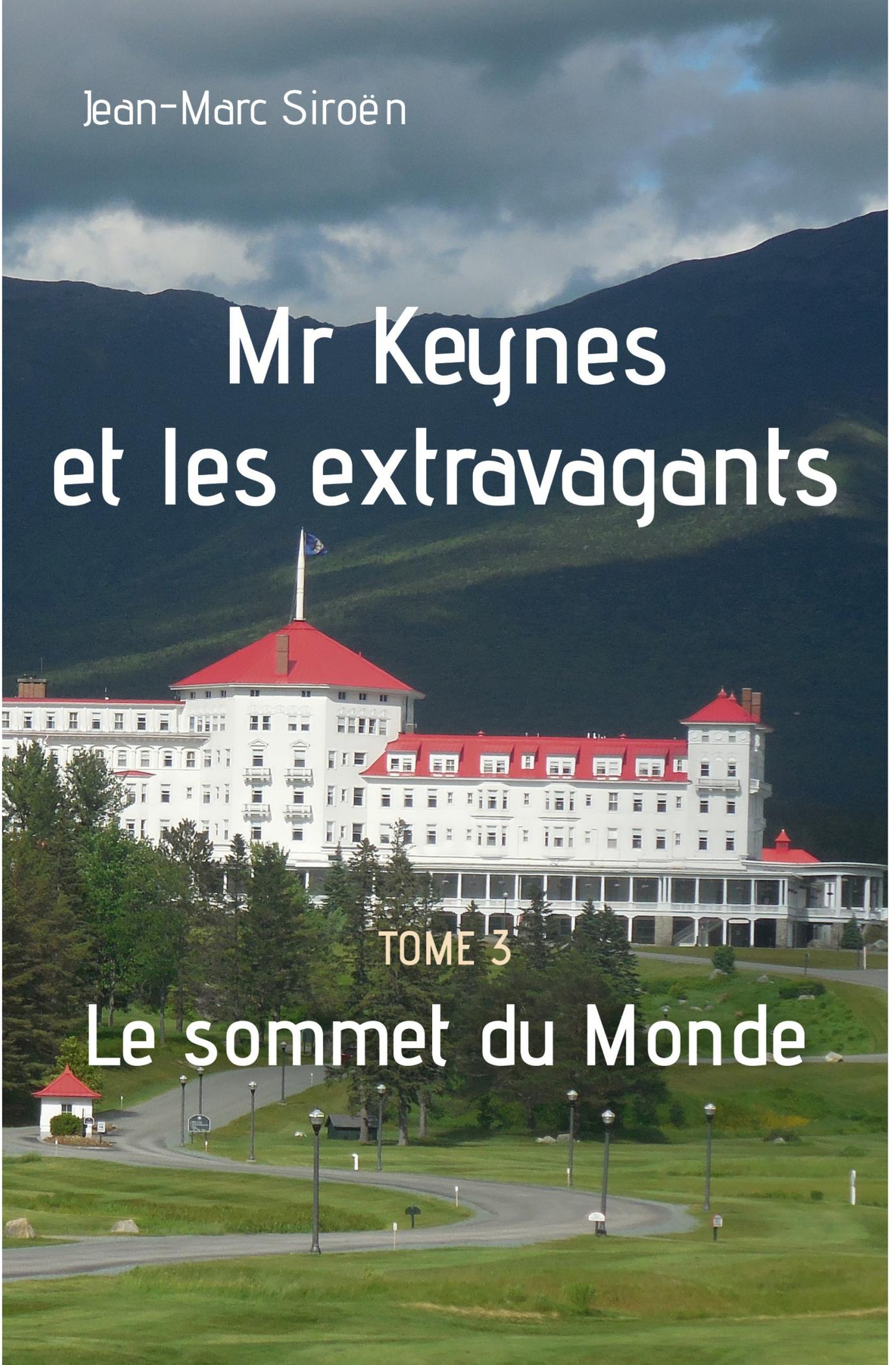


Jean-Marc Siroën

Mr Keynes et les extravagants

TOME 3

Le sommet du Monde



Jean-Marc Siroën

Mr Keynes
et les extravagants

Tome 3 -

Le sommet du Monde

© Jean-Marc Siroën, 2021

ISBN numérique : 979-10-262-9349-1

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Extravagance : Caractère de ce qui n'est pas conforme à la raison, au sens commun, aux convenances. »

Dictionnaire de l'Académie française.

*« Je crois que les Américains peuvent être amenés à une compréhension sympathique de nos difficultés. ... Peu importe la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons pour l'instant, nous nous retrouverons **au sommet du Monde**, l'une des deux ou trois puissances du futur. »*

J. M. Keynes, *Propositions pour une Union monétaire internationale*, 1941

1. Prologue

« *Là où il n'y a pas de grande vision, le peuple périt.* »

Franklin D. Roosevelt

Maynard s'est résigné à rejoindre Tilton pour échapper au *Blitz* qui ravage Londres.

Quelques semaines plus tôt, à quelques miles de là, sa "grande amie", Virginia Woolf avait choisi de s'engloutir dans la rivière qui borde sa maison de Rodmell. Leonard se réfugie dans le souvenir de son épouse. Lui qui croyait tout connaître de Virginia en découvre davantage dans le journal et les lettres qu'elle a laissés. Quel sort réserver à ces milliers de pages manuscrites ? Que faire des passages trop intimes, trop indiscrets, trop indécents ?

En face de Tilton, à Charleston, Vanessa Bell – Nessa, comme tous l'appellent – affronte elle aussi la mort de Virginia, sa sœur cadette, alors qu'elle ne parvient pas à surmonter celle Julian, son fils, mort en Espagne quatre ans plus tôt. Elle s'isole, peint et peint toujours et encore. Duncan Grant, son improbable compagnon, reste à ses côtés mais chacun sait qu'il se satisfait ailleurs.

Rodmell, Charleston et Tilton sont trop voisins pour que le désespoir des uns n'entretienne pas celui des autres.

Dans sa bibliothèque qui ouvre sur le jardin, couvée par son épouse Lydia, John Maynard Keynes pense la guerre et, surtout, l'après-guerre. Le penseur malade et vieillissant croit toujours que les idées peuvent changer l'Angleterre et donc le Monde. Mais comment concilier les intérêts de l'une et de l'autre ? Faut-il choisir ? Se résigner aux compromis ?

*

La France vaincue, l'Angleterre dit combattre seule mais c'est tout l'Empire qui s'engage.

Hitler la terrorise en lâchant ses bombes. Il fait croire à l'imminence d'un débarquement. Mais l'île l'intéresse moins que les vastes territoires de son

invraisemblable alliée, l'URSS. Il veut son blé, son pétrole ses minerais et ses mines d'or.

Les forces mobilisées à l'Ouest l'empêchent de conquérir l'Est. Hitler voudrait que l'Angleterre lâche l'affaire. Promis, juré elle pourra toujours régner sur son Empire. Mais Churchill n'est pas Chamberlain ; il ne croit pas aux promesses et aime la guerre.

L'Angleterre est pourtant exsangue. L'Amérique est son dernier recours et l'orgueilleux Premier ministre n'a pas d'autre choix que de quémander son soutien.

*

Trop occupée à se construire, l'Amérique était tardivement entrée dans la révolution industrielle et la conquête coloniale. Elle a bien acheté aux Espagnols les Philippines, Guam, et Porto Rico. Cuba est sous protectorat et Hawaï annexé. Mais rien à faire, la bannière étoilée flotte à moins de vents que l'Union Jack. Les plus belles places sont prises. L'Amérique en avait pâti pendant la grande crise. Elle jalouse les Empires, mais compte bien s'affirmer autrement.

Pour le Président Roosevelt, la guerre permet de rebattre les cartes et d'en finir avec ces puissances qui ont la fâcheuse manie de régler leurs querelles sur les champs de bataille. Demain, il en est sûr, son pays régentera la terre entière pour le bien des Américains et donc de l'humanité. C'est bien ce qui le rapproche du regretté Woodrow Wilson et l'éloigne des isolationnistes qui ne manquent pas une occasion de cracher leur venin sur son administration.

Placée au sommet du Monde, l'Amérique n'aura même plus besoin de se mêler des dérisoires bisbilles du continent. Les Nations-Unies, telles le Président les imagine, reposeront sur d'autres rapports que celui de la suprématie coloniale. Elles sauront imposer la paix et la prospérité.

En attendant, il faudra bien se débarrasser de ce fou furieux d'Hitler, régler leur compte aux Japonais et faire ami-ami avec Staline.

*

Si les États-Unis n'aiment pas la lointaine Angleterre qui leur a déjà tant coûté, Roosevelt n'envisage pas de laisser l'Angleterre se faire piétiner par la botte nazie. Jamais le drapeau à croix gammée ne flottera sur Buckingham.

Mais en retour, l'arrogant royaume devra en rabattre.

*

L'Angleterre est une puissance finissante. Elle couvre bien la moitié du globe de symboles et d'apparat mais elle n'a pas réglé ses dettes. Leur remboursement a asséché les coffres de la Banque d'Angleterre pour remplir ceux du Trésor américain. La livre sterling dépouillée de son édredon doré, deviendra vite une monnaie superflue.

Quelle belle opportunité que la faiblesse de l'Angleterre ! Le mur des positions acquises n'est plus qu'une simple cloison. Une pichenette, suffira à abattre cet Empire archaïque, replié sur ses chasses gardées et qui pousse l'arrogance jusqu'à empiéter sur l'arrière-cour latino-américaine.

*

De Tilton, Keynes conseille le Trésor et la Banque d'Angleterre. Il sait que l'Angleterre n'a plus les moyens de son Empire. D'ailleurs, le pacifisme de Bloomsbury s'accommode mal de l'esprit colonial.

Au sein de l'élite britannique, s'il n'est pas le plus ardent défenseur de l'Empire, il n'en est pas non plus le plus grand pourfendeur. Il cultive, lui aussi, une certaine nostalgie du monde ancien qui s'enrichissait du coton indien, du thé noir cinghalais et du sucre antillais. Mais si l'impérialisme peut rapporter un temps, il finit par ruiner. Quand Churchill et la Banque d'Angleterre s'entêtent à croire l'Empire éternel, ou presque, Maynard sait que tous s'écroulent un jour de leur mégalomanie. On n'évitera pas l'effondrement mais il faut le retarder pour laisser au pays le temps de se trouver de nouveaux rêves.

Comme tout bon anglais, Keynes entretient une certaine arrogance à l'égard de ce peuple américain au matérialisme désespérément trivial. Il sait pourtant que l'Empire ne peut qu'opposer une résistance dérisoire à la volonté rooseveltienne d'imposer l'Amérique au Monde. Un dollar plus puissant et un système commercial plus ouvert engloutiront inévitablement les reliefs de l'Empire car telle est la volonté du nouvel *hegemon*.

Mais pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix !

2. La nécessaire Amérique

« Les Américains admirent la réussite. Les Anglais admirent l'héroïsme malheureux. »

Anne Fadiman, *Ex-libris : confessions d'une lectrice ordinaire*, 1998.

L'ambassadeur Kennedy, que Maynard Keynes avait rencontré peu de temps avant son rappel, sympathisait avec l'*America First*¹. Les thèses de ce comité n'étaient pas pacifistes, mais isolationnistes et pro-allemandes. Ses porte-parole, Charles Lindbergh et Henry Ford, s'accommodaient d'un Hitler qui avait si bien su les recevoir, les honorer et même les décorer. Ils avaient fréquenté les dirigeants nazis et les avaient trouvés déterminés, courtois et chaleureux.

La France vaincue, la résistance des Anglais les inquiète car elle pourrait entraîner l'Amérique dans la guerre. Pour l'*America First*, la tentation interventionniste de Roosevelt est un nouveau complot des juifs prêts à sacrifier l'Amérique pour secourir un peuple qui, avec la complicité d'une presse aux ordres, se prétend bien plus opprimé qu'il ne l'est vraiment. Lindbergh ne voit d'ailleurs pas pourquoi il devrait rendre la médaille que lui a si solennellement remise Goering : « Qui sont les agitateurs bellicistes ? Les Britanniques, les Juifs et l'administration Roosevelt » proclame-t-il lors d'un meeting où il fut fort applaudi.

En dehors même de ces excités, la majorité des Américains veut la neutralité. Roosevelt ne pourra pas déclarer la guerre sans de très bonnes raisons. Ni le peuple, ni le Congrès ne l'accepteraient.

*

Haïr l'Allemagne nazie n'impose pas d'aimer l'Angleterre. L'élite politique n'a que faire de l'héroïsme britannique. Dunkerque ne l'impressionne pas et le *Blitz* ne lui fait pas verser de larmes.

L'Amérique est un pays de migrants. Les souches italiennes, ashkénazes ou irlandaises – surtout irlandaises – n'ont pas d'empathie pour ce pays hautain et lourdement débiteur. Les conseillers de Roosevelt, souvent issus de familles qui avaient fui l'Europe, ses guerres, sa misère et ses pogroms, ne doivent rien à l'Angleterre. Le Président, patricien new-yorkais, lointain descendant de nobles

wallons et hollandais, n'a pas plus d'indulgence pour l'Empire britannique que pour les autres. Il en a même moins puisque c'est le plus grand et donc le plus difficile à abattre.

*

Le sort du Royaume se jouera certes sur les champs de bataille mais aussi dans les salons de Washington. L'Amérique tient l'Angleterre au portefeuille.

Roosevelt avait envisagé de racheter les joyaux de la couronne, mais l'Amérique n'a que faire du *Koh-i-Noor*². Elle veut surtout que le Royaume restreigne ses exportations, oublie les réserves en or qui lui restent et laisse les États-Unis établir des bases navales dans ses *West Indies*. L'Angleterre devra aussi céder les actifs qu'elle détient encore aux États-Unis comme l'*American Viscose*, propriété de l'industriel Samuel Courtauld (un grand ami des Keynes et de Bloomsbury).

*

Roosevelt souhaiterait pourtant aller plus loin que ne l'accepte son Congrès, trop sensible aux sirènes isolationnistes et qui s'évertue à ne rien comprendre. Tout soutien à l'Angleterre, quelle qu'en soit la contrepartie, est un pas de plus vers une guerre dont les électeurs ne veulent pas.

Histoire de rappeler à l'exécutif que le pouvoir se partage, le Congrès vote des lois qui imposent la neutralité. Non seulement le Président ne pourra pas vendre d'armes aux pays belligérants, mais il ne pourra même pas leur prêter les dollars qu'ils réclament.

*

Début 1941, Harry Hopkins, le conseiller diplomatique de Roosevelt, est envoyé en Angleterre pour constater l'état de délabrement du pays. Il dispose d'un guide qui ne fait rien pour adoucir le constat, le Premier ministre en personne. Churchill le balade ainsi dans une Angleterre blessée et miséreuse. Il veut lui faire comprendre que le Royaume ne survivra plus très longtemps si les dollars ne viennent pas.

De retour à Washington, Hopkins propose un moyen pour contourner la loi. Les "prêts-bails" permettront de fournir à l'Angleterre du matériel de guerre qu'elle louerait et ... restituerait une fois la guerre finie. L'Amérique invente ainsi un des montages financiers les plus farfelus de l'histoire de la finance